

**Perspectives anarchistes sur la crise économique**  
**Allocution prononcée lors du panel « Crise et résistance » du Forum social québécois**  
**Le 9 octobre 2009**  
**Anna Kruzynski**

On m'a demandé de partager avec vous ma lecture de la crise, mais surtout des réponses, des actions, des pistes de solution.

Avant de commencer, j'aimerais vous présenter une petite mise en garde. Dans la vie, je porte plusieurs chapeaux – je suis mère d'une fillette de 10 mois, je suis professeure à l'Université Concordia, je suis organisatrice communautaire, je suis militante. C'est souvent difficile de mettre plusieurs chapeaux de côté pour en porter un seul... mais bon, je vais tenter de le faire. Je vous parle aujourd'hui avec mon chapeau de militante. Mon argumentaire est construit sur la base de mes douze années d'expériences militantes – dans le mouvement étudiant, altermondialiste, féministe et maintenant libertaire.

**ALORS, ALLONS-Y! QUELLE EST MA LECTURE DE LA CRISE ÉCONOMIQUE QUI A DÉBUTÉE EN 2007?**

- ★ Pour certains, il s'agit d'une **simple crise de liquidités** – « la situation n'est pas si périlleuse que ça » va l'argument, « le problème c'est qu'on a des obligations dont on ne connaît pas la valeur donc personne ne veut marchander – faut juste éliminer ces obligations empoisonnées du système et tout sera comme avant ». Ce serait donc juste un problème temporaire de liquidités.
- ★ Pour la plupart des économistes capitalistes il s'agirait d'une **crise de solvabilité** – le problème de base serait qu'on a trop de dette et pas assez d'avoirs – à cause de ça, un grand nombre de compagnies ont fait faillite. Un peu plus de réglementation et voilà, le problème est réglé.
- ★ D'un point de vue anarchiste, on peut dire qu'il s'agit d'une **autre crise du système capitaliste...** en fait, il n'est pas très révolutionnaire de dire qu'il existe des défaillances structurelles dans le système capitaliste qui font en sorte qu'il est enclin à vivre des cycles de « booms » (des hauts) et de « busts » (des bas, ou des crises)<sup>1</sup>... l'histoire nous enseigne que les capitalistes, aidés de leur allié, l'État, trouvent toujours des solutions temporaires aux crises afin d'assurer la survie du capitalisme... ces solutions ne profitent pas, à moyen et long-terme, aux gens ordinaires. Donc d'une perspective anarchiste, la solution à la crise est, ni plus ni moins, la sortie du capitalisme.

**CECI ÉTANT DIT, COMMENT PROCÈDE-T-ON?**

Quand on fait un plan d'action, il est toujours intéressant de faire une analyse des éléments facilitants et des obstacles à l'atteinte de nos objectifs<sup>2</sup>.

**Éléments facilitants**

- ★ Cette crise a révélé de sérieuses défaillances structurelles, une fragilité, dans leur système - il y a un gros trou noir dans l'idéologie capitaliste – c'est la fin du néolibéralisme en tant que idéologie "intouchable" – nos adversaires ne pourront plus dire que la main invisible va tout régler – en fait, il y en a plusieurs qui ont reconnu, publiquement, que le néolibéralisme était sévèrement ébranlé – des chefs d'État comme Sarkozy et des idéologues du marché libre comme Alan Greensberg... Quand les banques se mettent à genou devant les gouvernements en plaidant pour de l'intervention – il devient

---

<sup>1</sup> Pour des explications, voir *The credit crunch explained: An anarchist analysis* (October 2008).

<http://video.google.com/videoplay?docid=3044250975123459329#>.

<sup>2</sup> Certaines des idées énumérées ici sont empruntées à la présentation « Anarchist analysis of the crisis » (posted October 8<sup>th</sup> 2008) : <http://sites.google.com/site/radicalperspectivesonthecrisis/audio-video/anarchist-analysis-of-the-crisis>.

difficile de clamer que le modèle néolibéral est viable! C'est une crise idéologique qui ouvre la porte à d'autres analyses, d'autres solutions.

- ★ Et, en lien avec ça... pour la première fois depuis des décennies, on s'intéresse aux idées révolutionnaires! On nous invite sur des panels comme celui-ci! On nous invite à la radio – et pas juste les petites radios communautaires! Le « label » anticapitaliste, anarchiste est sexy et à la mode! Mais, sur une note plus sérieuse, on a aussi de quoi à dire – nous prenons le risque de critiquer le statut quo – le sacro-saint capitalisme.
- ★ La crise a permis de révéler au grand jour la structure de classe – on procède au vol des gens ordinaires pour donner aux riches – les banques et les grandes entreprises. Et les gens ne sont pas dupes, ils s'en aperçoivent – donc sont plus réceptifs aux solutions radicales.
- ★ Cette crise a contribué à renforcer certains changements géopolitiques qui étaient déjà en marche... l'hégémonie des États-Unis, telle qu'elle a été vécue depuis les années 1990, est sévèrement ébranlée...
  - Avec la mondialisation, il y a eu un déplacement du pouvoir industriel vers l'Est – la Chine est maintenant le centre industriel du monde. Les usines États-uniennes ne fabriquent plus l'armement de guerre, les biens manufacturiers, etc.
  - Aussi, l'hégémonie des États-Unis est reliée à sa capacité d'intervenir un peu partout dans le monde avec leur armée – mais là, toutes leurs troupes sont déjà impliquées ailleurs...
  - On pourrait voir une nouvelle période de compétition impériale avec trois blocs = Russie/Chine, Amérique du Sud (Brésil), USA (plus faible). Par exemple, les États-Unis financent les “bail-out” des banques en émettant des obligations gouvernementaux qui elles sont achetées par le gouvernement chinois – ceci veut dire que lors d'un éventuel conflit, la Chine n'aura pas besoin de sortir son armement de guerre, elle pourra utiliser le levier des obligations – vous faites x ou y, sinon on vend les obligations = le dollar pourrait s'effondrer et les États-Unis devront se déclarer en faillite (évidemment la Chine ne veut pas faire ça, car elle fait des échanges avec les USA, mais en temps de guerre, ça peut servir)! Tout ça pour dire que les États-Unis ne sont plus les plus forts dans le monde. Je ne veux pas laisser entendre que c'est une bonne affaire que la planète se divise en plusieurs blocs en compétition. La dernière fois qu'on a vu ce genre de chose, ça a mené à la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale et plein de morts... mais pour ceux et celles qui critiquent le système, le fait que ce pouvoir hégémonique qui semblait invincible – les États-Unis – semble ébranlé, ouvre des opportunités... Ca va être de plus en plus difficile pour les États-Unis de contrôler les règles du jeu des échanges et de l'économie mondiale...
- ★ Tout ça fait que nos adversaires se retrouvent en territoire inexploré, inconnu – l'hégémonie des États-Unis sur le monde étant ébranlé- ils ne savent pas ce qui va se passer par la suite – le livre qui expliquait comment faire n'est plus utile dans cette nouvelle conjoncture – et ils ont peur de commettre des erreurs.

### **Obstacles**

- ★ Malgré tout ça, c'est toujours les capitalistes et leurs alliés, les États, qui contrôlent l'agenda (malgré ce que certains disent, ce n'est pas la fin du capitalisme... comme ça l'a toujours été le cas, les capitalistes essayeront de trouver des solutions pour que le capitalisme puissent reprendre de plus belle).
- ★ Si on regarde le grand portrait, “the great scheme of things”, nous – les anticapitalistes, les anarchistes - ne sommes qu'une goutte dans l'océan; nous n'avons pas vraiment accès aux médias de masse et nos propres médias ne sont pas largement consultés.
- ★ Et un dernier obstacle, un qui est, à mon avis, assez colossal c'est que la gauche modérée viendra sans aucun doute proposer des solutions pour cette phase post-néolibérale – des revendication pour plus d'intervention ou de réglementation étatique – des solutions qui viendront poser des diachylons sur le système capitaliste – qui lui permettront de reprendre de plus belle ... jusqu'à la prochaine crise.

Ceci est particulièrement problématique ici au Québec. Depuis les années 1990s, les mouvements sociaux et communautaires ont participé massivement aux instances de consultation et de concertation avec l'État. En ce faisant ils ont réussi à faire adopter par le gouvernement une politique de reconnaissance et de financement, se sont engagés activement dans une économie dite « sociale » et ont accepté d'offrir de plus en plus de services qui l'étaient auparavant par le système public.

Ce virage n'est pas innocent. Il s'agit de l'instauration, petit à petit, d'un État partenaire (ou subsidiaire) dont une des caractéristiques principales est le concept de gouvernance. Cette manière de faire est pensée par les stratèges du capitalisme afin d'imposer en douce des politiques impopulaires. La logique est simple. Si les acteurs de la « société civile » sont partie prenante des décisions prises au sein des structures de partenariats de l'État – avec, à leurs côtés, les chefs d'entreprises, les politiciens et autres intéressés –, ils seront en moins bonne position pour construire un rapport de force qui pourrait entraver la bonne marche de la machine capitaliste.

Mais là... le capitalisme est en crise... il s'agit d'un moment clé pour relancer la lutte. Depuis le début cette crise, des militant.es et intellectuel.les anticapitalistes font appel aux mouvements sociaux et autres intéressé.es de ne pas tomber dans le panneau d'aider les gouvernements, les États capitalistes, à réparer le capitalisme... encore une fois.

C'est dans cet esprit que je soumetts à l'assemblée, quelques idées de pistes d'action pour briser avec la dynamique qui règne depuis plus de 20 ans au Québec...

## **STRATÉGIE EN TROIS PARTIE**

Mais avant de détailler ces pistes d'action, j'aimerais dire que celles-ci reposent sur plusieurs prémisses de base<sup>3</sup> :

- ★ Qu'on vise une société dans laquelle chacune et chacun peut atteindre son potentiel humain – c'est-à-dire, être tout ce qu'il ou elle peut être.
- ★ Que le potentiel humain ne tombe pas du ciel, mais se développe grâce à l'activité des personnes – ce que Marx appelait la pratique révolutionnaire – ce que nous les anarchistes contemporains appellent l'action préfigurative – on se transforme à travers nos activités – à travers nos luttes – mais aussi à travers toutes nos activités – la manière de produire, notre manière de vivre nos rapports avec d'autres, la manière qu'on choisi de se gouverner, de s'organiser – nous sommes les produits de notre activité.
- ★ Que le développement du potentiel humain est possible seulement si on a assez à manger, on est en bonne santé, on a un toit, on a accès à une éducation de qualité et on a une opportunité de participer aux décisions qui nous affectent.
- ★ Que l'atteinte du potentiel humain pour toutes et tous est impossible au sein d'un système capitaliste – dans lequel la logique du capital prime – dans lequel le capitaliste vise les profits à tout prix – dans lequel les êtres humains et la nature ne sont que des moyens pour atteindre cet objectif – dans lequel les capitalistes trouvent toujours des moyens de contourner ou d'écraser tout gain gagner de la sueur de notre front.
- ★ Que les solutions capitalistes à cette crise ne sont pas acceptable et se feront aux dépends du monde ordinaire : un transfert massif de fonds publics vers les monopoles privés dans les secteurs financiers et industriels, des coupes dans les argents attribués aux services publiques, une nouvelle ronde

---

<sup>3</sup> Je m'inspire ici de Lebowitz, Michael A. (2009). The Path to Human Development : Capitalism or Socialism? Socialist Project: Socialist Interventions Pamphlet Series. En-ligne: [http://www.socialistproject.ca/documents/ThePath\\_letter.pdf](http://www.socialistproject.ca/documents/ThePath_letter.pdf).

d'attaques sur les syndicats et les salaires, une dépendance encore plus accrue sur l'impérialisme pour réaliser des profits pour les compagnies et une continuation des campagnes militaires qui sont nécessaires pour le bon fonctionnement des transnationales.

- ★ Que l'État est au service des capitalistes. La devise du capitaliste se lit comme suit « le plus de marché possible, autant d'intervention étatique que nécessaire ». Les capitalistes ont besoin de l'État. Et l'État est toujours là pour le capital. Pour l'aider dans sa quête pour des profits à n'importe quel prix. Les capitalistes créent l'État qu'ils ont besoin – l'État qui légifère, qui réprime, qui colonise, qui fait la guerre.
- ★ Qu'étant donné ceci, il est légitime et nécessaire d'utiliser des stratégies d'actions de confrontation. On ne peut pas dépendre sur l'État capitaliste, ni sur les entreprises. Similairement, on ne peut pas se fier aux médias de masse, qui sont eux aussi contrôlés par les capitalistes, pour faire valoir nos idées. Nous devons utiliser des stratégies d'action directe – agir en dépendant le moins possible sur des intermédiaires.

Ceci étant dit, quelles sont les pistes d'action que je propose? Il s'agit en fait d'une **stratégie en trois parties**<sup>4</sup>... Il s'agit de travailler sur trois fronts : mettre des bâtons dans les roues du système, revendiquer des réformes stratégiques et canaliser des énergies vers la création d'alternatives locales autonomes subversives.

En premier lieu, on doit travailler à **mettre des bâtons dans les roues du système capitaliste**. Cela veut dire bâtir un contre-pouvoir dont le but est de contraindre les décideurs – et non de tenter de les convaincre – à ne pas aller de l'avant ou à modifier leurs objectifs.

Ceci implique d'être au fut de toute opportunité de perturber le bon fonctionnement du système... Dans le contexte actuel, les tactiques de choix peuvent aller de la désobéissance civile au sabotage.

- ★ Chaque fois que les chefs de ce monde se rencontrent proche de chez nous pour discuter d'économie, de guerre, etc., on peut tenter d'empêcher la tenue de leurs réunions en organisant des blocus, en s'enchaînant aux portes d'entrée, en bloquant les rues avoisinantes.
- ★ On peut occuper des bâtiments ou terrains pour empêcher la construction de condominiums ou de projets commerciaux néfastes dans nos quartiers populaires.
- ★ On peut refuser de mettre en pratique des décisions gouvernementales avec lesquelles on n'est pas d'accord – par exemple, lorsque le gouvernement a imposé par le bâillon toute une série de mesures impopulaires pour transformer l'organisation du système de santé et des services sociaux, il aurait été légitime, à mon avis, que les syndicats fasse appel à un boycott administratif – que les syndiqué.es travaillant dans les services sociaux et de santé refusent de mettre en branle la réorganisation, tout en continuant à offrir les services à la population.
- ★ On peut empêcher les travaux d'entreprises pétrolières, comme le font présentement Greenpeace dans l'Ouest canadien – en utilisant des tactiques de désobéissance civile – ils s'enchaînent aux équipements dans les usines de transformation des sables bitumineux pour empêcher que les travaux procèdent.
- ★ On peut et on doit, à mon avis, soutenir des luttes dans les pays du Sud, mais aussi chez nous, souvent sur des terres autochtones, contre la guerre et les transnationales des pays du Nord qui viennent s'établir sur leurs terres – par exemple, les entreprises minières, de foresterie et de pétrole.

---

<sup>4</sup> Voir Kruzynski, A. & Sévigny, M. (2009). « Bâtir un contre-pouvoir ». *Revue Relations*, 731, 25-26.

Et chaque fois qu'on agit de la sorte, qu'on fait une action directe de perturbation, on fait valoir nos idées, on parle d'alternatives au capitalisme, et on s'attarde au processus de création d'un mouvement de masse de sujets révolutionnaires.

En deuxième lieu... Puisque pour développer notre potentiel humain, nous avons besoin de manger, d'un toit, de soins de santé... nous devons **revendiquer des réformes stratégiques...**

L'angle d'attaque doit remplir trois conditions : avoir un effet immédiat sur les conditions de vie des gens, légitimer le moins possible le système en place et provoquer une brèche dans la logique du système.

Une revendication n'est pas stratégique si elle ne remplit pas ces trois conditions. Par exemple, la revendication pour une loi pour l'élimination de la pauvreté n'était pas stratégique – les mesures concrètes qui auraient eu un impact immédiat sur la vie des gens (barème plancher à l'aide sociale, logement social, augmentation du salaire minimum, etc.) étaient noyées dans une multitude de clauses à moyen et à long-terme – et on a vu par la suite que ce sont les mesures concrètes qui ont pris le bord... malgré ceci, les différents partis politiques (incluant l'ADQ!) n'ont pas hésité de se péter les bretelles pour dire qu'on avait maintenant une loi pour l'élimination de la pauvreté au Québec... cette loi a non seulement contribué à légitimer le système en place, mais n'a aucunement provoqué de brèche dans la logique du système – au contraire – elle est venue le renforcer.

Dans le contexte actuel, il est stratégique de revendiquer des réformes qui aident à protéger les victimes de la crise... des politiques qui vont à l'encontre de la logique du capitalisme... notamment...

- ★ Des logements sociaux
- ★ Des augmentations du salaire minimum
- ★ Un barème plancher à l'aide sociale
- ★ Des améliorations au programme d'assurance chômage
- ★ Du transport en commun gratuit

Et en même temps, il est important de monter des campagnes militantes, qui tapent! Une méthode intéressante, très utilisée par un groupe en Ontario qui s'appelle OCAP (Ontario Coalition Against Poverty), s'appelle « direct action casework » - il s'agit d'utiliser l'action collective pour résoudre des griefs d'individus ou de familles dont les droits sont bafoués ou qui vivent d'autres sortes d'injustices – par exemple, si une famille fait face à une éviction éminente parce qu'elle ne peut plus payer son loyer ou son hypothèque, des délégations sont organisées pour venir bloquer l'accès aux autorités – ce type d'action spectaculaire et concrète est intéressante car elle permet non seulement de potentiellement arrêter une éviction, mais aussi de mettre sur la place publique des revendications sur le logement social. Et l'existence même de ces escouades, sur une base locale, permet de créer une dynamique militante dans laquelle les gens ont l'occasion de mieux comprendre les défaillances du système... une étape importante dans la construction du sujet révolutionnaire.

Mais ce n'est pas assez de bloquer le bulldozer du capitalisme, ni de revendiquer des réformes stratégiques. Nous devons aussi **canaliser nos énergies vers la création d'alternatives locales autonomes subversives**. Les alternatives servent à démontrer que nous sommes capables de nous organiser pour un vivre-ensemble égalitaire et écologique, sans dépendre des élites politiques et économiques.

Ces alternatives nous permettent de travailler vers un vivre-ensemble dans lequel chacune et chacun a la possibilité d'atteindre son potentiel humain... une société caractérisée par...

- ★ La démocratie directe dans la production et la consommation

- ★ Une production qui vise à satisfaire des besoins
- ★ La propriété collective des moyens de production
- ★ Une forme de gouvernance démocratique et participative
- ★ Une solidarité basée sur la reconnaissance de notre humanité commune

C'est bien beau, tous ces principes, mais que faire concrètement? C'est là le plus grand défi! Il y a plusieurs intellectuels contemporains qui ont réfléchi à comment on pourrait faire vivre ces idées dans la société actuelle...

- ★ Michael Albert et ses acolytes proposent l'Écopar – un modèle d'économie participaliste – une économie planifiée – mais par les gens qui produisent et consomment – ce modèle propose un système complexe de rapports entre des conseils locaux et régionaux de producteur et de consommateurs, avec une instance de coordination qui ferait la gestion de l'offre et la demande.
- ★ Stephen Shalom quant à lui propose le ParPolity – la politique participative – un modèle assez complexe de démocratie directe – à la base de son modèle, il y a des assemblées de quartier qui se fédèrent avec d'autres quartiers selon le besoin et la conjoncture.

Ces modèles sont très intéressants... mais comment faire pour les mettre en pratique? C'est là le défi... pour l'instant, il n'y a qu'une poignée de militant.es qui s'intéressent à ces alternatives économiques et politiques... mais si les organisations syndicales, communautaires et sociales s'y intéressaient, peut-être que la montagne nous apparaîtrait plus facile à surmonter! Qu'est-ce qui arriverait si...

- ★ Les syndicats lançaient une campagne pour que leurs membres prennent le contrôle de leur milieu de travail... dans les secteurs industriels, mais aussi des services... que les entreprises d'économie sociale se transformait en coopératives de travail... que tout ce beau monde se fédéraient pour former des conseils de producteurs?
- ★ Les groupes communautaires, dont notamment ceux en consommation, se mettaient ensemble pour former des conseils de consommateurs? Que ces conseils de consommateurs se mettaient en lien avec les conseils de producteurs pour assurer une production et des échanges équitables selon les besoins réels des gens?
- ★ Les concertations locales et régionales se transformaient en instances politiques parallèles au sein desquelles toutes et tous, membres et intervenant.es, pourraient participer aux décisions qui les affectent? Que ces instances s'imposaient sur la scène politique comme lieux légitimes de prise de décision?
- ★ Les mouvements sociaux et communautaires plus institutionnalisés reconnaissaient l'existence et ouvraient leurs esprits à toutes les initiatives autonomes libertaires qui foisonnent à leur marge? Que ce soit le Centre de médias indépendants, les librairies et la bibliothèque anarchiste, les centres de partage des connaissances, les jardins autogérés, les centres sociaux, les groupes d'entraide queer.

Je rêve peut-être en couleur. Je l'assume. Si on veut un jour sortir de ce système pourri qui est le capitalisme, il va falloir ouvrir nos esprits, tenter des expériences nouvelles, rêver un peu. Se permettre de croire qu'un autre monde est possible. Merci.

## Annexe

### Grande conférence sur les crises et résistances

#### Le vendredi 9 octobre 2009 à la salle Marie-Gérin-Lajoie de l'UQAM

L'ampleur et la profondeur de la crise à laquelle nous faisons face représente pour plusieurs la preuve que notre modèle de développement fondé sur la consommation n'est pas viable. Le poids de ce système se fait sentir sur l'environnement, sur le tissu social et sur les gens les plus démunis ici et ailleurs. Cette crise, que plusieurs qualifient de globale ou civilisationnelle, force les analyses et les propositions par tous les types d'acteurs. Quelles sont les lectures de la crise et quelles sont les réponses apportées? Les stratégies divergent : laisser tomber la croissance ou partager la richesse? Développer un rapport de force collectif ou vivre des multitudes d'alternatives chacun de son côté? Quel rôle pour l'État ?

- Aminata Traouré, militante et écrivaine malienne
- Éric Pineault, Professeur de sociologie à l'UQAM, directeur du Collectif d'Analyse de la Financiarisation du Capitalisme Avancé (CAFCA)
- Nancy Neamtan, Présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale
- Anna Kruzynski, Professeure en affaires publiques et communautaires, Université Concordia et membre de la Pointe libertaire
- Louis Roy, premier Vice-président de la CSN

Nous encourageons les panélistes à partager autant que possible des alternatives, actions possibles, pistes de solutions etc. Chaque panéliste se verra allouer 20 min de temps de parole. Une période d'échange avec l'assistance de 50 minutes est prévue.